





JUSTICE PLANETAIRE BIEN COMMUN ET BIENS COMMUNS

Rencontre avec



Riccardo Petrella

économiste, altermondialiste, président de l'Agora des habitants de la terre, fondateur de l'Université du bien commun à Paris

Jeudi 22 mai 2025 de 18 h 15 à 20 h 15 Accueil à partir de 18 h - la session débutera à 18 h 15 précises

À l'Académie du climat, salle des mariages

2 place Baudoyer – 75004 Paris Métro : Hôtel de Ville (1 et 11) ; Saint-Paul (1)

Session introduite et animée par Jean-Pascal Derumier et Yovan Gilles (membres co-fondateurs de l'UBC.Paris)

Inscription: https://framaforms.org/universite-du-bien-commun-paris-justice-planetaire-1745524875

Merci de nous signaler tout désistement : universitebiencommun@gmail.com

Lors des premières sessions de l'Université du bien commun à Paris, organisées en 2017 avec Riccardo Petrella, nous avons abordé l'identification, la reconnaissance et la protection des biens communs, des biens communs mondiaux et des biens communs publics mondiaux. A travers ces sujets, nous avons notamment abordé les concepts de *limites planétaires*, d'*empreinte écologique* et de *risques planétaires*, qui sont liés à facteurs d'ordres physique et bio-chimique complexes tout comme anthropogénique. Nous avons non seulement questionné l'anthropocentrisme et le paradigme de la croissance (économique), mais aussi remis au premier plan les dimensions et les facteurs communs à l'ensemble du vivant. Cela nous a amenés, d'une part, à remettre en cause les notions de *capital naturel*, de *propriété intellectuelle privée sur le vivant*, de *monétisation de la nature*, etc. et, d'autre part, à faire des biens communs un élément central de la justice sociale.

Depuis ces sessions inaugurales, la situation internationale s'est beaucoup dégradée. Nous sommes aujourd'hui obligés d'admettre que la question des biens communs ne peut se traiter en faisant l'impasse sur celle de la justice planétaire. Pour traiter de ce sujet essentiel, nous avons le plaisir d'accueillir à nouveau Riccardo Petrella.

Pour lui, le couple justice/injustice fait partie des phénomènes qui, de tous les temps et dans tous les lieux, a été et est au cœur des controverses, des conflits, des guerres mais aussi des convergences, des alliances, des pactes sociaux...On connaît, relativement, les conditions qui font qu'une société est considérée comme juste ou injuste. La clé réside dans le "relativement". Aujourd'hui, cependant, la justice et son pendant, l'injustice, concernent l'intégralité du système mondial et deviennent des faits internes au système. Cette évolution est notamment due aux facteurs technologiques et économiques, qui ont permis aux forces sociales dominantes d'engendrer des processus de globalisation de la condition humaine, marquée par des profondes inégalités,

L'impératif est désormais de comprendre comment les groupes sociaux dominants sont en capacité d'accélérer les transformations en cours. Il s'agit, pour, cela d'identifier les moyens et les instruments qui permettraient aux citoyens d'agir pour éliminer les facteurs générateurs des nouvelles formes d'inégalité, donc d'injustice, sur les plans de la construction sociale de la connaissance et de la technologie, de la nouvelle colonisation économique mondiale en cours, de la sauvegarde des droits universels et des biens communs publics mondiaux, essentiels à la vie de tous.

Au stade actuel, s'interroger sur la justice planétaire doit devenir un exercice collectif de connaissance préventive citoyenne. Tel est l'objectif de la tentative de conception et de rédaction collectives d'un *manifeste pour la justice planétaire*, dirigées par Riccardo Petrella, en collaboration avec les membres de l'*Agora des habitants de la Terre*, dont les principes seront présentés lors de cette session.

Riccardo Petrella

est politologue et économiste, docteur en sciences politiques et sociales, docteur honoris causa de huit universités - en Suède, Danemark, Belgique, Canada, France et Argentine - et professeur émérite de l'Université catholique de Louvain (Belgique). Il est président de l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau (IERPE) à Bruxelles - https://www.ierpe.eu/.

De 1978 à 1994, il a dirigé le programme FAST- Forecasting and Assessment in Science and Technology – à la Commission européenne, à Bruxelles.

En 1991, il a créé le Groupe de Lisbonne, composé d'universitaires, dirigeants d'entreprises, journalistes et responsables culturels, pour promouvoir des analyses critiques des formes actuelles de la mondialisation. A l'origine du Contrat mondial pour l'eau, il a été président de l'Aqueduc de la région des Pouilles (Italie), en 2005-2006.

Il est président-fondateur des Universités du bien commun à Anvers (Belgique) et à Sezano (VR-Italie). En 2017, il a impulsé la fondation de l'Université du bien commun à Paris, et a fondé, en 2018, l'Agora des habitants de la Terre.

Ses prises de position contre la marchandisation du monde, pour la défense du bien commun, contre la privatisation des ressources vitales (l'eau en particulier), en font une des figures emblématiques de l'altermondialisme. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'économie et les biens communs.

https://www.universitebiencommun.org

Les enregistrements sonores et vidéo des sessions de l'Université du bien commun à Paris sont diffusés sur le site internet de l'Université et font l'objet d'émissions radio sur Radio Fréquence Paris Plurielle